

International Review of Community Development Revue internationale d'action communautaire



Les méthodes d'éducation populaire Methods in Popular Education Los métodos de educación popular

Institut canadien d'éducation des adultes

Numéro 2 (42), automne 1979

Éducation populaire, culture et pouvoir

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1034856ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1034856ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)

2369-6400 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Institut canadien d'éducation des adultes (1979). Les méthodes d'éducation populaire. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (2), 83–88.
<https://doi.org/10.7202/1034856ar>

Résumé de l'article

Un séminaire consacré aux méthodes d'éducation populaire a réuni une dizaine d'éducateurs populaires. Il s'agissait d'analyser les postulats de base qui sous-tendent les pratiques éducatives, de voir où mènent concrètement les méthodes utilisées.

Tous droits réservés © Lien social et Politiques, 1979

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Les méthodes d'éducation populaire

I.C.E.A.

En décembre 1977, l'Institut canadien d'éducation des adultes tenait un séminaire sur les méthodes d'éducation populaire, séminaire qui s'inscrivait dans le cadre du projet d'échange et de recherche de l'Institut avec des éducateurs de l'Amérique latine.

Une dizaine d'éducateurs populaires, réunis pendant deux jours, ont réfléchi ensemble sur leurs pratiques, à partir de leur expérience concrète de travail sur le terrain; sur la base du thème des méthodes éducatives, ils ont confronté leur expérience vécue pour l'analyser et en tirer des éléments plus théoriques.

Le pourquoi du séminaire

Si les aspects politiques et idéologiques des interventions dans le milieu sont, sans contredit, des questions primordiales qu'on doit creuser et développer, l'aspect pédagogique revêt, lui aussi, une grande importance. Le "comment" de l'éducation populaire est souvent déterminant : des gens qui pourraient être tout à fait d'accord avec certaines idées ou certaines actions en sont souvent carrément détournés à cause de la façon dont elles leur sont présentées, c'est connu.

La raison n'en est rarement que technique : ce n'est pas seulement, par exemple, parce qu'une mauvaise technique d'animation est utilisée que des gens "droppent". Les *méthodes pédagogiques* recouvrent bien plus que de simples techniques : elles sont profondément politiques en ce qu'elles

Le thème des méthodes d'éducation populaire faisait écho à des préoccupations exprimées par plusieurs militants de groupes populaires qui se sentaient souvent dépourvus sous cet angle, dans leur travail dans différents secteurs (consommation, logement, garderie, vie urbaine, assistés sociaux et solidarité internationale) à Montréal. Etant donné la nature du sujet, ces participants ont été choisis avec le souci d'une certaine similitude de pensée et d'objectifs politiques : autrement, les discussions auraient davantage porté sur ces questions que sur les méthodes elles-mêmes.

découlent d'une conception de la relation entre l'animateur et les gens du milieu. Si, par exemple, l'animateur voit la nécessité que le leadership de l'action ou de l'organisme soit pris par le milieu, il favorisera des méthodes, des mécanismes qui permettent le développement de ce leadership interne et rendent, au bout du compte, superflu le rôle de l'animateur. Si, au contraire, un animateur veut entreprendre une démarche avec un groupe en ayant "derrière la tête" un objectif qu'il n'établit pas clairement dès le départ, qu'il ne négocie pas ouvertement avec le groupe; s'il prend pour acquis que le groupe ou bien "n'est pas prêt" ou bien refuserait cet objectif, la relation supposément égalitaire entre lui et le groupe est faussée.

C'est ce genre de questions que le séminaire sur les méthodes d'éducation populaire a voulu creuser : analyser les postulats de base qui sous-

tendent les pratiques éducatives, voir où mènent concrètement les méthodes que nous utilisons.

La relation entre les intervenants et le milieu pose une série de problèmes dont il faut être conscients. Le décalage entre les deux — différences de composition sociale (les animateurs étant souvent des petits-bourgeois), différences de niveaux de formation, d'objectifs, de sensibilité politique; différences aussi dans les perceptions de la réalité, par exemple entre des assistés sociaux et des petits-bourgeois — ce décalage, donc, pose des problèmes d'adaptation au milieu dans lequel on intervient. Quelle dynamique ces différences entraînent-elles entre les deux parties? Les projets sont-ils ceux des animateurs ou ceux du milieu? Quelle importance est accordée à la formation d'une relève? Cette relève est plus importante que les résultats immédiats.

La clarification des objectifs est une nécessité continue; les objectifs ne seront jamais absolument et définitivement clairs et c'est le concret de notre travail qui nous en renvoie les obscurités. Nos objectifs changent parce que le contexte lui-même est mouvant; il est important qu'ils ne changent pas à notre insu mais que nous en soyons bien conscients, que nous les contrôlions. Nous devons les préciser continuellement. Et la question des méthodes en dépend: on ne peut avoir de méthodes claires si nos objectifs ne le sont pas; il y a une relation dialectique entre la clarification des objectifs et celle des méthodes.

Par contre, le fait d'être tellement accaparés par le débat politique nous empêche de nous arrêter pour nous interroger sur notre façon de travailler, ce qui entraîne une spontanéité dans nos méthodes. La nécessité d'une réflexion commune est vivement ressentie mais généralement empêchée par des manques de temps et de lieux ou d'occasions, et aussi par le cloisonnement des organismes qui travaillent chacun de leur côté. Ce cloisonnement renvoie aussi à la question des alliances possibles et des ressources disponibles pour développer une organisation (laquelle?) en fonction de nos objectifs.

Tour d'horizon de nos expériences

Les organismes ont été marqués, ces dernières années, par des interventions de groupes politiques qui ont souvent tendance à en utiliser les participants comme une masse de manoeuvres pour l'organisation politique. Il est nécessaire de s'en distancier pour faire le bilan de nos forces et de nos faiblesses face à de telles interventions et, surtout, pour définir nos objectifs politiques particuliers qui se perçoivent dans nos différentes méthodes de travail.

La défense des intérêts *immédiats* est nécessaire, et nos luttes doivent avoir un caractère concret. Quelles méthodes utiliser pour faire une mobilisation qui soit basée sur autre chose que le réformisme? Comment, par ailleurs, partir d'une lutte locale, sur un problème concret, précis, pour déboucher sur du plus général, pour faire comprendre le lien entre cette lutte locale et le niveau international?

On sent une certaine paralysie du mouvement populaire sous la tutelle de la petite-bourgeoisie qui, à l'étape actuelle, se penche sur les problèmes de la classe ouvrière. Le mouvement populaire est plus jeune que le monde ouvrier et tout un déblayage théorique reste à faire. Dans le mouvement syndical, les choses sont plus directes: on est devant les boss à tous les jours. L'affrontement est moins direct dans le mouvement populaire: c'est de la reproduction de la force de travail qu'il s'agit. Il y a des problèmes communs aux deux: logement, garderies, alimentation, etc. Comment les imbriquer, comment faire le lien entre les deux? Même problème au niveau des organisations populaires elles-mêmes: on est fort peu au courant de ce qui se passe dans d'autres milieux que le sien propre. Quelle stratégie développer pour faire des liens?

Réflexions sur les méthodes, les objectifs et l'encadrement politique

La méthodologie, c'est quoi?

La méthodologie, c'est-à-dire la capacité de critiquer et d'autocritiquer nos actions par rapport à nos objectifs implique un *choix politique*: elle

sera différente selon que nos objectifs politiques sont clairs ou non, selon que ce sont des objectifs de démocratie ou d'autres, etc.

Dans certains groupes, on éprouve beaucoup de difficultés à dresser des bilans d'action; ce sont aussi des groupes où les objectifs politiques sont ambigus, confus. Si on ne sait pas où on veut aller, politiquement, il devient difficile d'analyser notre cheminement : on ne sait pas par rapport à quoi doit se faire cette analyse.

La *méthode de travail* est déterminée par notre perception de la réalité, perception qui est à la fois intellectuelle, rationnelle (théorique) et inconsciente, sensible (intuitive), (Freire : "la perception de la réalité détermine la nature de l'action sur cette réalité"). Nos méthodes traduisent des perceptions qu'il faut clarifier : tout le monde a sa perception de la réalité qui n'est pas toujours consciente, mais qui est toujours politique. Elle est toujours reliée à des intérêts, eux aussi conscients ou non. C'est par une méthode d'*analyse* qu'on arrive à expliciter cette perception de la réalité pour agir dessus.

On retrouve souvent des incohérences entre des objectifs explicites (le discours) et la pratique des méthodes de certains intervenants. C'est le cas, par exemple, d'étudiants en architecture qui font présentement des stages dans des groupes de rénovation urbaine, les débouchés plus traditionnels dans les bureaux d'architectes se faisant de plus en plus rares. Ces étudiants parlent de promotion collective, mais en réalité, ils sont là pour acquérir une expérience professionnelle individuelle. Ils transmettent leur savoir universitaire mais développent chez les gens une dépendance à l'égard de leurs connaissances, plutôt que de les rendre autonomes. Et quand ils ont appris, au niveau professionnel, ce qu'ils arrivent à apprendre, ils partent en prétextant que "les gens doivent se prendre en charge". En réalité, les gens seraient justement prêts à commencer une démarche autonome si ces étudiants acceptaient de rester dans le groupe et de se mettre à son service.

Les méthodes de ces étudiants traduisent non seulement des attitudes, mais bien des options politiques : ils interviennent dans le milieu avec l'attitude des classes dominantes parce que leurs objectifs politiques implicites, souvent

inconscients, sont des objectifs de promotion individuelle, différents des objectifs explicites de promotion collective qu'ils disent avoir.

La relation objectifs-méthode

A. La méthode comme processus

La formulation des objectifs fait partie de la méthode; elle en est une des étapes, la méthode étant un *processus* qu'il faut reconstituer dans son ensemble pour pouvoir le critiquer et s'auto-critiquer. En retour, la méthodologie est nécessaire à la formulation des objectifs, ce qui amène le problème de la conceptualisation et celui du cadre d'analyse.

Un exemple. Des travailleurs d'une usine de pâtes et papier trouvent que le patron ne les exploite pas. Pourtant ils disent de lui : "c'est un maudit cochon qui fait de l'argent sur notre dos en nous payant mal, en nous imposant des conditions de travail inhumaines, etc." Le concept d'exploitation est interprété différemment par ces travailleurs et par les animateurs qui travaillent avec eux. Qui a raison?

Poser la question de cette façon aboutit à une réponse dogmatique. Il faut plutôt se demander comment chacun arrive à une conceptualisation différente d'une même situation (celle d'exploitation). Et on revient à la *perception* que chacun a de la réalité, au cadre d'interprétation de chacun, à son idéologie. Le processus de production d'un concept est le résultat d'une relation dialectique entre une réalité et un schéma général de conceptualisation, un cadre d'analyse.

Pour discuter du concept d'exploitation avec ces travailleurs, par exemple, et, en fait, pour comprendre le processus de la conceptualisation, trois éléments sont nécessaires.

a) *situer les concepts au point de vue historique*

Les idées, les concepts viennent du vécu d'une société donnée; leur évolution vient de cette société. Ainsi, par exemple, l'idée que "la place des femmes est au foyer" est utilisée pour justifier de ne pas créer de garderies; par contre, cette idée disparaît quand la société, en temps de guerre, a

besoin des femmes dans les usines : on crée des garderies et on glorifie la femme au travail. Le concept d'exploitation des travailleurs de cette usine de pâtes et papier n'est pas "naturel" : il a son origine dans l'objectif de promotion individuelle que vise l'idéologie bourgeoise.

Les idées ont une histoire, intimement liée à l'histoire de la société dans laquelle elles ont cours. Elles ne naissent pas spontanément à partir de rien. Une *vision historique* des idées, des concepts ébranle le fataliste (ça a toujours été comme ça; c'est "naturel" qu'il y ait des riches et des pauvres, etc.); elle fait comprendre que le changement est possible et nécessaire.

b) *faire les liens entre les concepts, les réalités*

Pour comprendre les concepts, il faut les replacer dans une vision globale de la société, montrer les liens entre les problèmes, les liens entre les groupes, voir l'ensemble du système de relations sociales, intégrer une réalité locale (ex. un projet d'amélioration de quartier, une usine de pâtes et papier) dans le cadre d'une réalité globale (l'ensemble de ces projets à travers le Québec ou l'industrie des pâtes et papier et les intérêts qu'ils servent).

c) *montrer que les contradictions sont nécessaires.*

Justement parce qu'il y a tellement de liens entre les groupes, il y a nécessairement des contradictions, des conflits. Ce n'est pas par hasard que certains ont un logement et d'autres, pas : c'est le produit de relations sociales contradictoires qui ont évolué à travers l'histoire. La pauvreté est produite par la richesse, le sous-développement par le développement. L'idéologie bourgeoise nie ces contradictions : le système exige l'équilibre, l'harmonie et ces contradictions le dérangent.

B. Comment conceptualiser une pratique?

Comment arriver à ce que les travailleurs "voient" l'exploitation qu'ils vivent chaque jour dans leur usine? Comment arriver à ce que le *concept* d'exploitation rejoigne leur expérience quotidienne de la *réalité* de l'exploitation?

Plutôt que d'approcher la réalité au niveau général, il est nécessaire de partir de la *perception* que les gens ont de la réalité (démarche inductive). Les mots "exploitation", "aliénation" servent un peu à tout. C'est par la pratique qu'on les distingue, qu'on peut les délimiter : comment les gens perçoivent-ils leur exploitation? Une fois connue cette perception, on peut passer au plan de la généralisation : leur cas est-il isolé? comment se manifeste l'exploitation dans l'usine voisine? tout le monde est-il exploité? qui l'est? pourquoi?

Cette démarche permet d'arriver à une conceptualisation utile dans la pratique : comment combattre notre exploitation, celle dont nous sommes victimes?

C. La relation discours-pratique

La conceptualisation est intimement liée à la pratique. Ce n'est pas le discours qui change la pratique : le discours *suit* la pratique. Nos travailleurs de l'usine de pâtes et papier de tantôt sont dans une position sociale de dépendance par rapport au patron; c'est la même chose dans les groupes où ce sont toujours les mêmes qui dirigent, qui contrôlent. La pratique de travail détermine la façon de voir la réalité, leur perception de la réalité. S'ils sont continuellement placés dans des relations de dépendance, dans une pratique de dépendance, on peut difficilement s'attendre à ce que leur perception de la réalité autour d'eux en soit une d'autonomie, à ce que leur façon de conceptualiser leur réalité soit complètement différente de leur vie quotidienne.

Le niveau de conscience dépend du système de relations sociales dans lequel on est intégré; il faut donc changer les relations sociales dans lesquelles se fait un débat, un travail éducatif si l'on veut convaincre les gens. C'est pourquoi, dans un travail collectif, les rôles ne doivent pas être fixes mais rotatifs; les responsabilités doivent être partagées plutôt que revenir toujours aux mêmes; et les droits doivent être égaux.

On est souvent peu conscients que les relations sociales, dans un groupe, sont inégales. Exemple : ceux qui ont plus de connaissances ou d'information ont souvent plus de pouvoir que les autres. Pour éviter ce genre de relations inégales, il est

important de toujours traduire le discours en terme d'organisation. Ainsi, pour intéresser les travailleurs aux questions internationales, il ne s'agit pas de leur transmettre l'information dans des sessions provinciales de formation; il faut plutôt aller dans les régions, regarder leurs conditions de travail et proposer des tâches, des lieux, des façons par lesquelles ils puissent aborder les questions internationales en relation avec leur travail, avec leur condition de travailleur.

Il s'agit de mettre en pratique l'organisation qu'on propose : il faut "dire", mais en même temps, organiser. Dans une société d'inégalités fondamentales, il faut en quelque sorte créer des "zones libérées", des zones de solidarité, de relations sociales qui anticipent sur une forme de société plus égalitaire.

Trois comportements viennent souvent obscurcir notre vision de ce genre de relation et empêcher l'établissement de relations sociales égalitaires : le paternalisme, le messianisme et le bureaucratisme. Ces trois obstacles empêchent l'organisation d'un pouvoir populaire véritable, empêchant de créer des "zones libérées".

a) Le *paternalisme* est une façon de concevoir les relations sociales qui reproduit l'image de la relation père-enfant : le père dit à l'enfant, "tu es libre, tu peux faire tout ce que tu veux, sauf lâcher l'école, partir de la maison, etc.". La liberté est apparente, et le pouvoir est maintenu, mais camouflé; il ne se reconnaît pas comme pouvoir. C'est une forme subtile d'autoritarisme.

On retrouve souvent ce paternalisme dans les groupes. Des exemples : on laisse les gens prendre leurs propres décisions au sujet d'une action, à la condition qu'ils aient la ligne juste! Devant une décision collective, on intervient pour empêcher la démarche décidée de crainte qu'elle conduise à l'échec.

Dans ces relations paternaliste, les rapports sont programmés et s'inscrivent dans le projet de quelques-uns, non de l'ensemble du groupe. Le pouvoir est gardé par quelques-uns alors que l'objectif devrait être la création de pouvoir, sa dynamisation là où il peut se créer.

b) Le *messianisme* met l'accent sur des actions isolées : "par l'accumulation de petites actions, on arrive à la révolution". On pose des objectifs démesurés par rapport à la réalité, à ses possibilités. Les actions isolées se font sans l'appui des masses et leur substituent des institutions (le syndicat, le comptoir alimentaire, la garderie, le parti...). Nos actions doivent plutôt développer des conditions pour faire avancer la conquête du pouvoir, et elles doivent le faire sur plusieurs fronts à la fois.

c) Le *bureaucratisme*, en compartimentant tellement les tâches, en isolant les fonctions, aboutit à une distribution si précise des responsabilités que l'ensemble n'existe plus. Il n'y a plus un tout, un ensemble dans lequel le pouvoir est exercé de façon globale. La base est consultée mais ne participe pas aux décisions. On a vu au Québec le phénomène de récupération par l'Etat des lieux de pouvoir que s'étaient créés les masses : cliniques populaires (CLSC), garderies (plan Bacon), avocats populaires (cliniques juridiques), etc. Le pouvoir y est exercé par quelques-uns. A ce bureaucratisme il faut opposer la socialisation des responsabilités : tous participent à la décision, l'exécution et l'évaluation. Le leadership n'est pas toujours exercé par les mêmes.

Il ressort de tout ceci que la méthodologie est un problème politique, qu'elle implique une conception des relations sociales dans notre travail. Il faut distinguer la méthode de la technique : celle-ci est uniquement un moyen, un instrument à intégrer dans une méthodologie, dans un travail politique.

Six questions peuvent nous servir de guides méthodologiques dans notre action d'éducation populaire pour assurer qu'elles soient conformes à nos objectifs :

1) Qui sont les sujets de la relation, de l'organisation sociale que nous voulons travailler à créer? Il faut travailler à connaître leur idéologie, leurs motivations, leur culture, leurs cohérences et leurs incohérences, la

perception qu'ils ont d'eux-mêmes, de leur réalité, etc.

- 2) Quels sont nos *objectifs*? nos buts à long terme? on s'organise pour faire quoi? quels sont nos objectifs généraux et notre stratégie?
- 3) Que faut-il *faire* pour les atteindre? quelles tactiques utiliser?
- 4) *Comment*? quelles seront les relations sociales à établir, quel mode de fonctionnement du groupe peut faire avancer vers les objectifs?
- 5) *Quand*? quelle est la chronologie à établir pour atteindre nos objectifs? à quelles étapes faire des évaluations, des critiques?
- 6) Où? quel est le contexte de notre travail? quel en est l'objet?

L'encadrement politique

La méthodologie est une question d'ordre politique et elle doit être perçue dans le cadre d'un projet politique: il faut se demander si le socialisme, comme alternative politique globale est à l'ordre de l'agir populaire. Cette problématique est-elle présente dans notre travail, dans nos tâches?

Par "politique", on entend une action qui tient compte d'une vision historique, globale et contradictoire des faits sociaux. Nous sommes tous des sujets politiques du fait que nous vivons dans une société; par conséquent, nous sommes intégrés dans un projet politique avec lequel nous sommes d'accord ou pas. Nos actions n'ont pas seulement des effets à court terme, mais à long terme aussi du fait de cette intégration.

Nous ne sommes pas formés, ni habitués, à une approche globale ou à une vision historique mais plutôt à l'isolement et au morcellement des phénomènes (ex. les journaux nous présentent toujours les faits pris isolément). Les contradictions sont moins claires ici au Québec qu'en Amérique latine et il nous faut faire un effort pour les voir: le travail de recherche pour connaître la réalité est vital.

Nos organismes eux-mêmes sont morcelés, isolés: nous avons rarement des occasions de rencontres et d'échanges et nous collaborons peu même en travaillant dans des domaines connexes. Il y a peu de suite dans un même organisme, on recommence toujours à zéro. Comment capitaliser nos acquis plutôt que de les perdre continuellement?

Des temps d'arrêt, de réflexion collective sont nécessaires pour éviter l'activisme; la dynamique de l'action va plus vite que nous et nous nous laissons emporter. Il faut s'arrêter pour analyser, systématiser nos actions, nous poser les vraies questions, discuter avec d'autres pour arriver à relativiser les choses. Nos luttes ne sont pas toutes globales, malgré ce qu'on a tendance à en croire.

Le socialisme est à créer pour ici; il ne s'agit pas d'importer d'ailleurs ni les contradictions ni les modèles, mais de savoir découvrir les nôtres, de connaître le milieu dans lequel on travaille et de se baser sur les réalités d'ici. Il faut voir les contradictions de départ à inter-relier (logement, santé, garderies, etc.), les conditions de la construction du socialisme. Il faut partir des conditions objectives de notre réalité à nous.

Le socialisme est le but à long terme; il faut nous situer dans la lenteur et la patience d'une transformation globale de la société, avec une stratégie qui sache attendre.

Institut canadien d'éducation des adultes

506 est, Ste Catherine, suite 800
Montréal